



Fenêtre sur le monde n°11

Re-confinements en Europe, quand aux antipodes ou en Asie la vie s'ouvre à nouveau. Échec de ceux qui se voulaient maîtres du temps et n'ont pas tiré l'avantage du temps depuis le premier confinement ; de ceux qui, répétant à l'envi « les responsabilités individuelles », sont si prompts à supprimer les libertés sans lesquelles aucune responsabilité ne tient. Rage de se voir réduit à des rouages de la machine capitaliste, le re-confinement supprimant culture et sociabilité, cet



otium si essentiel qui rend le negotium supportable. Et l'autre virus, qui se nomme faim, de suivre le corona comme une ombre. Il ne frappe pas seulement ces pays appelés avec condescendance « en développement », mais aussi d'autres, riches et puissants, telle la grande démocratie outre-Atlantique incapable de garantir santé, protection et salaire décent à ces millions de citoyens qui, se ruant au vote, ont pourtant sauvé des institutions défaillantes. Égrenons les lettres de l'alphabet : ne nous arrêtons pas au « c » de la crise, au « s » des mesures sécuritaires, au « u » d'une urgence à la durée si longue qu'elle en perd le sens ; retenons le « p » de la protection, et surtout le « L » majuscule de la lutte. Applaudir et admirer. Revendiquer, avancer et construire.

Organisation mondiale de la santé

La plateforme COVAX

La course aux vaccins est une réalité : non seulement les États-Unis de Trump, mais aussi plusieurs pays européens se sont lancés dans cette compétition préemptant des doses pour s'assurer que leur population soit servie en priorité. Ce serait une initiative louable, somme toute, si tous les pays du monde pouvaient faire de même, sans restrictions résultant de leur situation économique. Pays pauvres ou riches, tous sont aujourd'hui également frappés par la pandémie. Leurs populations en souffrent. Cependant, il est bien attesté grâce à des études faites lors de la première vague, que certaines parties de ces populations sont plus durement frappées, que la mortalité y est plus élevée et qu'en fin de compte le coronavirus est un accélérateur des inégalités existantes, un producteur de famine et de pauvreté.

Vaccins, espoir : mais qui les distribuera et avec quels critères, une fois qu'ils seront prêts ? Étant donné que ce seront les firmes privées qui les produiront (et engrangeront de juteux profits), il faut à tout prix éviter que la vie des populations entières de la planète se joue en bourse. Le besoin d'une péréquation mondiale, d'une distribution équitable et d'un système où les pays riches paient leur « juste part » pour que tous en profitent est impérieux.

C'est à cet objectif que répond la plateforme COVAX, mise en place par l'OMS, l'alliance GAVI (*Global Alliance for Vaccines and Immunization*) et la coalition CEPI (*Coalition for Epidemic Preparedness Innovations*).



Comme il est indiqué sur son site, COVAX « soutient la recherche, le développement et la fabrication d'une large palette de vaccins (actuellement 19 candidats en vue), et négocie leur prix. Tous les pays participant à COVAX, indépendamment de leurs revenus, auront un égal accès aux vaccins. L'objectif initial est d'avoir 2 milliards de doses vers la fin de 2021 pour protéger les populations à risques et les soignants ».

Les pays riches paieront une participation par dose, selon un système établi par la plateforme (de 1,60 à 3,10\$/dose). Soit ils acceptent d'acheter ainsi un nombre prédéfini de doses qui seront ensuite équitablement distribuées par COVAX à tous les participants, soit ils ne recevront que leur part, mais dans ce cas ils paieront une garantie-« partage de risque » de 0,40\$/dose et bien sûr le prix le plus cher pour chaque dose.

COVAX agit en quelque sorte comme une ombrelle protectrice des pays pauvres, en mutualisant les moyens scientifiques et financiers, mais aussi en négociant avec les producteurs de vaccins : un négociateur collectif est plus fort qu'un pays isolé, qui plus est quand ce dernier est économiquement faible. COVAX s'engage aussi à « prendre les risques scientifiques », consciente que la recherche n'aboutit pas toujours à un résultat : si les efforts de recherche sont mutualisés, le risque d'échec est minimisé.

En septembre, 78 pays riches ont accepté d'adhérer à COVAX. La plateforme ne dit pas lesquels. Elle espère juste qu'ils feront des émules. Mais, pragmatique, elle continue ses efforts de levée de fonds, car elle a besoin de 2 milliards de \$ jusqu'à la fin de 2020 pour accomplir son premier but, que les 92 pays les plus pauvres soient assurés d'obtenir les doses de vaccins nécessaires dont ils ne peuvent pas supporter le coût.

Dans *l'Humanité* du lundi 12.10, un article de Lina Sankari intitulé « Pour un vaccin, la Chine joue collectif » nous apprend que la Chine a rejoint COVAX et ses 167 autres membres, sans pour autant préciser le montant du financement qu'elle consacrerait à la plateforme. Son intention de faire du futur vaccin « un bien public mondial » va de pair avec une « démonstration de force en sous-entendant être sur le point d'aboutir à un vaccin », souligne l'article.

Quelles que soient les intentions de la Chine, elle se démarque de ces pays ou groupes de pays qui préemptent des doses pour être sûrs d'en disposer en exclusivité dès le début de la commercialisation du vaccin.

Au fait, combien de fois avez-vous entendu parler de COVAX dans les médias français ?

<https://www.gavi.org/vaccineswork/covax-explained>

L'article de Lina Sankari

<https://www.humanite.fr/covid-19-pour-un-vaccin-la-chine-joue-collectif-694727>

Australie

Le droit de manifester est garanti même en période de pandémie

On se souvient de la campagne de la NTEU (*National Tertiary Education Union*) australienne, notre syndicat partenaire à l'IE, contre le « vol de salaire ». On se souvient aussi de leur plan négocié pied à pied avec des universités réticentes ou hostiles, afin de sauver le plus d'emplois possible, menacées par la récession due à la pandémie. Le gouvernement australien ayant toujours refusé d'inclure les universités dans le plan national de protection des emplois (une sorte de système de chômage partiel) *JobKeeper*, sous prétexte qu'il concernait les entreprises privées, près de 12.000 licenciements sont toujours en jeu, car les universités, qui *sont*, en fait, des entreprises dans ce pays, ne veulent pas de compromis avec le syndicat.

Mais quand les grandes villes australiennes sortent peu à peu de leur confinement de plusieurs mois, le gouvernement néolibéral saisit l'occasion pour passer une loi appelée *Job Ready Graduates Bill*, qu'on pourrait traduire par « diplômés prêts à l'emploi ». Il prétend ainsi faciliter l'intégration des diplômés au marché du travail. La NTEU dénonce le fait que cette loi réduit drastiquement le financement des universités et augmente aussi en flèche les frais de scolarité de plusieurs cursus. Elle instaure une compétition entre universités pour obtenir des aides gouvernementales et ouvre ainsi la porte à des licenciements, car le personnel est toujours la variable d'ajustement d'une université « compétitive ». Rappelons qu'en Australie la majorité des collègues n'ont pas de poste stable.

La NTEU veut protester physiquement, dans la rue, et en parallèle inonder les réseaux sociaux. La manifestation « physique », dit-elle, est un droit essentiel dans tout pays démocratique. Elle demande l'autorisation à la police qui la lui refuse avec l'aval du gouvernement qui ne supporte pas d'opposition (il est en campagne pour sa réélection). Mais la NTEU introduit un recours à la Cour Suprême et... gagne ! Le 12 octobre, elle se réjouit dans un communiqué qui rappelle que les citoyens doivent avoir le droit de manifester « en mode sûr anti-COVID ». C'est le syndicat qui se porte garant des mesures sanitaires, pas besoin de la police pour « protéger » les manifestants du coronavirus. Sur son site internet, la NTEU présente les règles que tous les participants doivent respecter et qui, somme toute, ne sont pas si compliquées.

Quand les humanités, les STEM et d'autres domaines sont menacés, quand la recherche scientifique, la relance et la création de nouveaux emplois sont cruciaux pour le pays, le gouvernement musèle ceux qui les défendent et supprime les libertés. Problème de « sécurité », vraiment ?

« Quand la police et le gouvernement autorisent 10.000 personnes à aller voir les matchs de football, il n'y a pas d'excuse pour empêcher les citoyens d'exprimer leur liberté de parole dans des manifestations respectant la distanciation sociale. Dans une période d'augmentation des pouvoirs de la police, il est extrêmement important que les organisations de la société civile et les syndicats agissent pour demander des comptes, sans risquer des amendes colossales ».

Merci aux syndicalistes persévérants et à la justice indépendante.

<http://www.nteu.org.au/article/Media-Release%3A-NTEU-maintains-right-to-COVID-safe-protest-against-uni-funding-cuts-and-fee-hikes-22401>



Burkina Faso

« Thomas Sankara » : n'est-ce pas un beau nom pour une université ?

Dans cette période sombre de re-confinements, d'universités défaillantes qui maltraitent leurs étudiants et leur personnel, d'incertitudes ou de menaces pour les libertés académiques et le financement de l'ESR, la bonne nouvelle venue du Burkina Faso pourrait n'intéresser personne. Mais elle a une haute valeur symbolique et témoigne d'un investissement dans l'ESR d'un pays africain. C'est pourquoi elle mérite d'être mentionnée.

Nous apprenons donc grâce au site sénégalais d'information en ligne emedia.sn qu'une université porte désormais le nom du capitaine Thomas Sankara, ce révolutionnaire socialiste qui fut chef d'État de Haute-Volta (ancien nom du Burkina Faso), assassiné le 15 octobre 1987. Inauguré symboliquement le 15 octobre 2020, ce campus, qui s'appelait avant « Ouaga 2 », près de la capitale du pays, sera un lieu où « le monde universitaire portera haut les idéaux défendus par Sankara ». L'université est bâtie sur 1.800 hectares et, selon l'article de emedia, fait la fierté de ses étudiants qui espèrent que dans leur formation les actes de Sankara seront mis en pratique, car « il est un modèle à imiter » et peut-être « va réveiller les Sankaras qui dorment en nous, pour que nous soyons les Sankara du futur ».

Le président de l'université présente Sankara comme quelqu'un d'impliqué dans l'éducation et la formation, « c'est-à-dire l'émergence de l'humain dans tout le système de développement » et le ministère burkinabé de l'ESR se dit prêt à mettre en place un module de formation aux idéaux de Sankara.

On a beaucoup entendu gloser sur le désastre dans lequel la COVID19 allait plonger l'Afrique. Le paternalisme du président Macron qui avait tweeté, le 16 octobre dernier, vouloir « soutenir l'Afrique face à la pandémie », « soutenir la recherche et rendre accessible à tous un vaccin », terminant avec son intention de « mettre en œuvre une stratégie européenne pour l'investissement en Afrique » avait suscité la colère de bon nombre de nos collègues africains. L'université Thomas Sankara montre que l'héritage d'indépendance, d'éducation et de développement laissé par cette grande figure est aux antipodes d'un « soutien » bien calculé.

Burkina Faso signifie « le pays des hommes intègres ».

http://emedia.sn/BURKINA-FASO-L-UNIVERSITE-THOMAS-SANKARA-VOIT-ENFIN-LE-JOUR.html?fbclid=IwAR085IAIy8Uajm0_KyqXZYtcFsFhAWCYmf3GavY0q_Sc2jLOzTpcWfW-re8



États-Unis

Quand la revendication pour un système de santé universel monte, les Ehpad-entreprises licencient leur personnel pour cause de « crise »

Le titre du NY Times est éloquent : « 40 morts, maintenant 40 licenciés : à l'intérieur d'un Ehpad en crise ». Paru le 29 octobre, ce reportage au *Clove Lakes Health Care and Rehabilitation Center* révèle toute « l'horreur économique » d'un pays où la santé est une marchandise et ceux qui se dévouent pour prodiguer des soins aux habitants sont de simples objets jetables.

Six mois plus tôt, les personnels de ce centre allaient travailler tous les jours au péril parfois de leur vie. Ils (plutôt *elles*) ont « fait avec » le manque de moyens, afin de soigner les résidents. La pandémie a durement frappé cette maison, comme les autres aux États-Unis et dans plusieurs pays européens. Mais aujourd'hui c'est une autre « pandémie » qui frappe les personnels, pour la plupart non syndiqués (pour quoi faire ? pourraient-ils se demander *avant* d'être frappés), et les langues se délient pour la première fois afin de critiquer « leur » entreprise.

Avant, « ce n'était pas bien » de critiquer. Mais aujourd'hui il leur est insupportable d'entendre l'administratrice du centre expliquer que « les revenus [de l'entreprise] ont été réduits à moitié », car « les gens suivent les conseils des médecins à l'hôpital qui leur disent de ne pas mettre leur mère dans un Ehpad » ou « des familles tout simplement ne paient pas » vu qu'elles ont besoin « du chèque de Sécurité sociale » (c'est-à-dire de la maigre pension des pauvres de ce pays si riche), frappées qu'elles sont par le chômage. Une entreprise dont le chiffre d'affaires baisse licencie son personnel pour ne pas avoir à baisser ses profits. C'est la règle capitaliste.

Pour la partie « maison de repos de court séjour » de la structure, les pertes financières étaient aussi très importantes, faute de patients puisque les hôpitaux avaient déprogrammé les interventions ordinaires. Ces patients sont les principales sources de financement, car Medicaid, l'aide de l'État pour les personnes âgées pauvres hébergées par l'Ehpad, ne paie pas assez.

Le reportage relate les histoires de Lana, médecin comme son mari, Jeanna, logothérapeute, Shawn, aide-soignant, Ingrid, kinésithérapeute, tous volontaires pour travailler dans l'unité COVID de l'établissement considérant que leur travail est « une vocation » et soucieux de leurs résidents, en dépit du risque pour eux et leur famille. Parfois « les résidents n'ont personne d'autre que nous », même ceux qui ont de la famille, interdite de visite. Soutien psychologique pour ces soignants ? Comme cela a un coût, on les a orientés vers... une hotline ! L'administratrice parle du « coût » des EPI et de la « compétition » entre vendeurs et Ehpad pour obtenir « meilleur marché ». Les tests aussi ont un coût, 500.000\$. Et la santé, la vie des personnels et des résidents ? Pas un mot de l'administratrice.

Lana a perdu son mari de la COVID19. Elle est devenue titulaire dans l'établissement, mais, quand celui-ci a commencé à manquer d'argent, elle a pris conscience que préserver son salaire et son poste signifiait que quelqu'un d'autre serait licencié...

Certes, comme toute entreprise privée, l'Ehpad a reçu une aide financière fédérale, mais elle était insuffisante car répartie entre tous les établissements du pays sans tenir compte des besoins spécifiques de chacun.

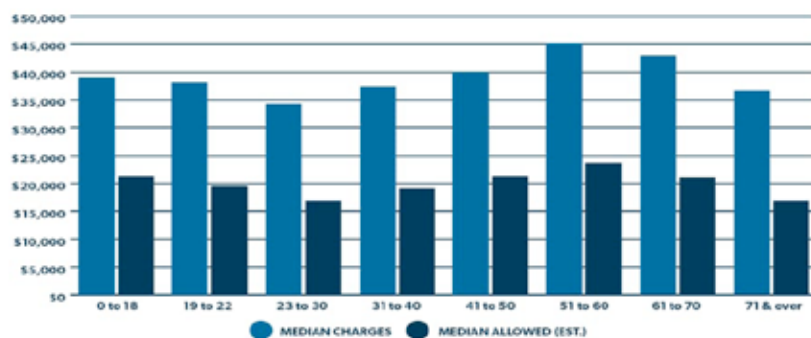
Le personnel a senti le vent tourner : moins de résidents signifierait normalement de meilleures conditions de travail et plus de temps à consacrer à chacun ; or le « normal » n'existe pas, et les rumeurs de licenciements occupaient les esprits. « Qu'est-ce qui nous effraie le plus ? Le virus ou l'insécurité d'emploi ? », se demande Ingrid, sûre que, si elle est licenciée, elle ne retrouvera pas un emploi et ne pourra compter sur aucune assurance-chômage au pays de l'état social inexistant.

Ces soignants dévoués sont aujourd'hui entre colère, peur du lendemain, mais surtout résignation. C'est peut-être là que réside le danger qui persistera quand la pandémie sera jugulée et que le centre accueillera à nouveau des résidents. Aucun ne parle de syndicat, d'action collective, de lutte. Mais tous travaillent à préserver l'humanité, la leur et celle de leurs protégés. Les consciences se réveilleront-elles dans un avenir proche ?

Trump a perdu les élections. Mais le système de santé universel et gratuit ne figure pas clairement dans le programme du nouveau président élu. Or cette exigence monte dans la société civile et les syndicats, relayée par des sénateurs et députés « progressistes » ou « socialistes ». Les travailleurs de cet Ehpad, comme les plus de 200.000 victimes états-uniennes de la COVID19 montrent qu'elle doit être la première et la plus urgente des priorités.

<https://www.nytimes.com/2020/10/29/nyregion/nursing-home-workers-pandemic-jobs.html?action=click&module=Well&pgtype=Homepage§ion=New York>

Median COVID-19 hospitalization cost: **\$45,000**



We need **Medicare for All.**

BERNIESANDERS.COM

SOURCE: FAIR HEALTH

Bernie

Grèce

Les universitaires s'engagent pour les migrants et réfugiés

Une lettre-pétition à l'initiative de 125 collègues de l'Université de la Mer Égée, qui connaissent de première main les structures d'accueil des réfugiés et migrants à Lesbos, s'adresse au gouvernement demandant de laisser ouverts deux lieux qu'il veut fermer à la fin du mois de décembre : le centre municipal à Kara Tépé (dans la banlieue de Mytilène, la capitale de l'île) et le centre situé dans l'ancien établissement pour enfants handicapés PIKPA, fondé en 2012 sous l'égide de l'association « Solidarité de Lesbos ».

C'est l'Observatoire des réfugiés qui coordonne cette initiative. Créé à l'Université de la Mer Égée (<https://refugeeobservatory.aegean.gr/en>), l'Observatoire est un centre de recherche sur les migrations et les conditions d'accueil des migrants et réfugiés sur les îles grecques. Il avait déjà protesté suite à l'incendie qui a ravagé, en septembre, le sinistre camp de Moria. Prévu pour 2.000 personnes et accueillant plus de 12.500, ce camp a été détruit, mais ses « résidents » se sont retrouvés sans « domicile », errant dans l'île et traqués par la police, mal vus de la population locale, elle-même en détresse et dans l'incapacité de les aider après avoir beaucoup donné.

Au lieu d'une réponse humanitaire et adéquate, dans des conditions de pandémie où les personnes errantes risquent de propager la contamination, le gouvernement veut fermer ces deux structures qui ont fait leurs preuves, comme en témoigne par exemple la scolarisation de nombreux enfants des familles qui y sont accueillies. Une école maternelle a même été ouverte au centre PIKPA depuis 2015.

Selon nos collègues, les demandeurs d'asile vivent aujourd'hui dans des conditions de misère et le droit international les concernant est bafoué. Remplacer deux structures ouvertes et de taille humaine par des centres fermés retiendra prisonniers sur l'île des milliers de personnes qui ne demandent qu'à partir et accroîtra du coup les conflits avec la population.

Pour soutenir l'initiative et signer la lettre :

<https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLScRrsJLMBCknGCKmTbF-3m7kXhjFTN9yy-u2EDHQ4teh1qOyA/viewform>

Une très bonne et une très mauvaise nouvelle **Les néonazis de l'Aube Dorée sont définitivement en prison.**

Les syndicats grecs, à l'instar du Centre du travail d'Athènes, avaient appelé à se rassembler devant le tribunal où se tenait le procès historique du parti fasciste Aube Dorée. Les Athéniens ont afflué massivement pour l'annonce du verdict le 22 octobre. Ce procès, « le plus important après celui des colonels » selon la presse grecque, a reconnu officiellement que l'Aube Dorée n'est pas un parti politique, mais une organisation criminelle. Ses leaders (sauf un qui est en fuite) ont été conduits en prison dès l'annonce du verdict. Impliqués dans plusieurs actes violents contre des syndicalistes, des pêcheurs Égyptiens et d'autres migrants, avec comme point culminant l'assassinat du jeune militant antifasciste et rappeur Pavlos Fyssas il y a plus de 5 ans, les membres de l'Aube Dorée sont désormais des criminels du droit pénal condamnés à de longues peines. La une du *Journal des rédacteurs* du 23.10.2020, intitulée « le fascisme ne passera pas », rend hommage à la mère de Pavlos, Magda Fyssa, témoin central qui n'a pas manqué un jour de ce procès historique.

C'était la bonne nouvelle.



Voilà la mauvaise.

Les syndicats et les travailleurs grecs redoutaient que la COVID19 donne prétexte au gouvernement conservateur pour changer les règles et supprimer les (déjà bien maigres) protections légales qui leur restaient encore. C'est chose faite avec un projet de loi passé au Conseil des ministres le jeudi 29 octobre.

Profitant de « la crise » (c'est récurrent en Grèce, où l'on en entend sans cesse parler depuis 2008) et de la faiblesse de la riposte du mouvement social (vu la structuration du capitalisme grec, l'isolement et l'individualisme des travailleurs), on prévoit de libéraliser à l'extrême le marché du travail, avec des horaires extensibles sans limite : si des entreprises veulent instaurer les 10h/jour, il suffira une autorisation pour la forme du Conseil Supérieur du Travail ; les travailleurs pourront avoir des repos compensatoires ou des jours de vacances, mais qui les prendra en pleine pandémie et pour quoi faire ?

Les heures supplémentaires n'existeront plus, en l'absence de durée légale du travail. De plus, une simple autorisation pour la forme sera donnée pour les licenciements, qui auront un effet immédiat : dès la notification, la salarié licencié sera interdit de retour sur son ancien lieu de travail, très probablement pour ne pas « contaminer » ses collègues avec ses protestations, raille le *Journal des rédacteurs* dans un article publié le 31 octobre. Quant au droit de négocier, il est accordé aux seuls syndicats inscrits sur des listes mises en place par le gouvernement, ce qui, selon le président du Centre du travail d'Athènes, M. Mylonas, équivaut à un coup fatal sur les libertés syndicales.

Les protestations étant impossibles pour cause de COVID19, le gouvernement en profite pour implémenter des mesures honteuses. Pour la fonction publique, si ce projet de loi passe, cela signifierait de fait l'impossibilité de faire grève et un fichage des membres des syndicats.

Un retour plus de 40 ans en arrière, à l'époque des colonels, où le fichage généralisé de la population était monnaie courante ? Au moment où les nostalgiques de la dictature sont mis en prison, beaucoup pensent qu'ils sont en train de se « réincarner » en politiciens « respectables » qui siègent dans les plus hautes sphères de l'État.

Vos traducteurs préférés en ligne se feront un plaisir de rougir tour à tour de plaisir et de colère :

https://www.efsyn.gr/ellada/dikaiosyni/i-diki-tis-hrysis-aygis/265411_sti-fylaki-o-arhigos-kai-38-tis-egklimatikis

https://www.efsyn.gr/oikonomia/elliniki-oikonomia/266501_kybernitiki-rebans-kata-tis-ergasias



Italie

Les syndicats réussissent à bloquer les licenciements jusqu'en mars 2021

Négociateur, mais sans la Confindustria (le MEDEF italien) : les trois grandes centrales italiennes, CGIL, CISL et UIL, ont tenu une visioconférence avec le gouvernement le 30 octobre. Leur revendication : aucun licenciement jusqu'au 21 mars 2021, tous les travailleurs de toutes les entreprises indemnisés grâce à la caisse spéciale COVID19 prise en charge par l'État. Ce dernier argument, à savoir l'engagement de l'État, a fait avaler la pilule un peu amère au patronat, qui espérait, comme cela se fait ailleurs (suivez notre regard vers... la France) profiter de la crise pandémique pour se débarrasser des milliers de travailleurs à bon compte sans diminuer les profits.

Les syndicats réclamaient que le gouvernement « envoie un signal fort à tous les travailleurs italiens » qui subissent de plein fouet la crise sanitaire mais surtout sociale. Ils voulaient des négociations directes et non la énième rencontre de « partenaires sociaux ». Même s'ils reconnaissent qu'il faut toujours lutter pour qu'en avril 2021 la machine à licencier ne se remette pas en marche, ils pensent avoir atteint (au moins partiellement) leur objectif.

Maurizio Landini, le secrétaire général de la CGIL, a déclaré à la fin de la réunion : « nous avons besoin d'un message et nous l'avons donné ». Mais quand le Premier ministre Giuseppe Conte, après une heure et demie de négociations (prévues initialement pour une heure) a demandé pourquoi les syndicalistes n'affichaient pas « des sourires et des gestes de satisfaction », Landini a répondu qu'ils n'en avaient pas car ils étaient préoccupés par l'après : puisque personne ne croit que la COVID19 disparaîtra le 21 mars, comment pourra-t-on « congeler » la crise même après cette date ?

En clair, surveillons de près ce « faucon » de Bonomi (le patron des patrons italiens), afin qu'il ne manigance pas une sortie plus dure encore que la crise. Surveillons de près le gouvernement aussi, pour qu'il ne cède pas aux pressions patronales et qu'il tienne ses engagements.

Merci aux syndicats italiens d'avoir montré que l'interdiction des « licenciements COVID » est possible et que l'État est là pour jouer son rôle. À quand une telle décision en France ?

<https://ilmanifesto.it/stop-ai-licenziamenti-fino-al-21-marzo-e-cassa-integrazione-gratuita-per-le-imprese/>

République démocratique du Congo

« Syndicalisons-nous pour renforcer nos organisations pendant la crise »

C'est le titre d'un guide publié par une intersyndicale de la RDC pour fournir aux collègues de l'éducation toute l'information nécessaire sur la COVID19, insuffisamment diffusée par les autorités. Cette intersyndicale rassemble les organisations congolaises affiliées à l'Internationale de l'éducation (IE) : Centrale de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique (CSC-Enseignement), Fédération nationale des enseignants du Congo (FENECO-UNTC) et the Syndicat des Enseignants du Congo (SYECO). Dans le cadre de la coopération internationale, les syndicats *Lärarförbundet* de Suède et CSQ (*Centrale des syndicats du Québec*) ont appuyé leurs homologues de la RDC.

Le guide est surtout là pour rappeler à ceux qui ont voulu suspendre les activités des syndicats sous prétexte de crise sanitaire, que celles-ci sont plus que jamais indispensables, c'est pourquoi leur continuité sera assurée. Les syndicats veulent sensibiliser les personnels de l'éducation, mais interpellent aussi le gouvernement qui doit fournir l'information concernant la maladie et couper court aux fausses nouvelles qui circulent abondamment et que les syndicalistes dénoncent d'emblée dans leur guide.

Le guide présente d'abord des informations pratiques sur le coronavirus et la COVID19, ainsi que les gestes de protection. On entre ensuite dans le vif du sujet, à savoir les conséquences pour l'éducation.

La fermeture de tous les établissements à tous les niveaux (de la maternelle à l'université) a été décidée, mais « il est important que les syndicats travaillent pour ne pas subir une décision unilatérale sur la réouverture ».

L'enseignement à distance en RDC est radio-télévisé, mais les syndicats ne manquent pas de souligner que, pour bénéficier de ces cours, il faut d'abord avoir l'électricité et le matériel adéquat, ce qui fait souvent défaut dans les contrées rurales. Sans surprise, en matière d'enseignement à distance, nos collègues réclament une stratégie négociée où ils auront leur mot à dire. Qu'on ne leur oppose pas « l'urgence ».

Le personnel du public a été souvent sous le coup de « sanctions injustes », et celui du privé n'a parfois pas été payé car « c'est la crise », sans que le gouvernement intervienne pour faire respecter le Code congolais du Travail.

La deuxième partie de ce guide, pédagogique et détaillée, est consacrée au syndicalisme « dans le contexte de la COVID19 » et n'oublie pas la nécessité de recruter de nouveaux membres, ni de payer les cotisations afin que les syndicats « ne soient pas vulnérables ».

Suivent les préconisations de l'OMS, les directives de l'IE et l'intégralité de la déclaration du CSFEF (Comité Syndical francophone de l'éducation et de la formation), publiée en vue du Sommet de la francophonie prévu pour les 12 et 13 décembre à Tunis et intitulée « L'école vecteur de solidarité et de développement, si les pays s'en donnent les moyens ».

En conclusion, les syndicats rappellent leurs conditions en vue d'une réouverture des établissements en toute sécurité et « d'une reprise apaisée » pour le personnel, notamment en matière de paie, de suppression de la discrimination concernant les indemnités de logement et de transport, ainsi que de soins médicaux.

Les syndicats veulent être de véritables partenaires et ne plus se retrouver sur un strapontin. Dans un pays où les luttes syndicales et celles de la société civile ont souvent été menées dans une atmosphère trouble, ce guide réaffirme la volonté de négociation apaisée mais ferme. La pandémie ne pourra pas servir d'excuse pour mettre sous cloche le mouvement syndical.

Présentation de l'initiative sur le site de l'IE :

<https://www.ei-ie.org/fr/detail/17017/rdc-collaboration-des-syndicats-de-l-education-a-la-realisation-d-un-guide-sur-la-covid-19-en-milieu-scolaire>

Lire le guide ici :

https://eiwebsite.blob.core.windows.net/uploads/20201106_083304_GUIDE_RDCongo.pdf?sv=2019-10-10&ss=b&srt=o&sp=rdx&se=2030-05-26T22:00:00Z&st=2020-05-26T14:11:47Z&spr=https,http&sig=fqlBEld9c06/Pz-qL90FD54Ufvt33KDBvH/hM9wsIvLA=



Royaume-Uni

Les universités mettent les étudiants et les personnels en danger

UCU (*University College Union*), notre syndicat partenaire à l'IE (Internationale de l'éducation) et au CSEE (Comité syndical européen de l'éducation) et au HERSC (*Higher Education and Research standing committee*) avait prévenu depuis le mois d'août, mois de la rentrée universitaire britannique : obliger à tout prix les étudiants à traverser le pays pour se rendre sur les campus où ils résident pour l'année universitaire afin de suivre les cours en présentiel mettait en danger non seulement ces jeunes, mais aussi les personnels et les communautés avoisinantes.



Sans système efficace et bien organisé de tests, de traçage et d'isolement des cas positifs, cela équivaudrait à « semer les graines du prochain confinement », comme l'a si bien exprimé la secrétaire générale de UCU, Jo Grady. Et pourtant les campus se sont à nouveau remplis, et bien sûr les contaminations ont explosé, ce qui a conduit les autorités universitaires à mettre les étudiants en quarantaine sur place, sans aucun soutien, en les abandonnant à leur triste sort.

Pourquoi ce gâchis ? Comme le souligne Jo Grady dans une interview télévisée du 1er novembre et dans un article publié par le *Guardian*, le système de financement de l'ESR britannique, reposant majoritairement sur les frais payés par les étudiants (scolarité, mais aussi loyers dans les résidences universitaires) en est la principale cause.

Au début de la pandémie, quand les universités ont été obligées de dispenser tous les cours en ligne, elles se sont associées à des « fournisseurs de solutions éducatives » du marché pour « fournir des produits » aux étudiants, tout en réduisant opportunément leurs frais de personnel. Ensuite, elles ont compris que, si les cours étaient en ligne, elles perdraient de l'argent, car les étudiants n'auraient aucune raison de payer pour « un produit » qu'ils n'allaient pas acheter ou pour les loyers dans des résidences universitaires où ils n'allaient pas résider. Voilà pourquoi elles ont tout fait pour que la rentrée se passe en présentiel et même maintenant, au seuil d'un nouveau confinement Outre-Manche, elles veulent continuer ainsi.

Jo Grady dit clairement que la santé et la sécurité des étudiants et du personnel étaient - et continuent de l'être - le cadet des soucis des universités et du gouvernement. Aujourd'hui, plusieurs étudiants demandent le remboursement des frais payés, ce qui ruinerait les universités. C'est tout le système qui doit changer, c'est pourquoi UCU insiste plus que jamais au renforcement de la campagne *Fund the future* (Financez le futur), commencée au printemps et dont nous avons rendu compte dans notre *Fenêtre* n°10.

UCU poursuit en justice le gouvernement : 27.000 cas de COVID19 sur les campus depuis la rentrée ! « Nous ne pouvons pas laisser ce désastre se reproduire en janvier », insiste Jo Grady. C'est pourquoi, dans l'immédiat, le gouvernement doit soutenir les étudiants et les inciter à rentrer à la maison. Il doit aussi soutenir financièrement les universités qui ont perdu de l'argent. Il doit investir dans la santé mentale des étudiants et du personnel.

Sur le long terme, UCU veut un changement radical du financement de l'ESR, reposant sur des budgets pérennes. Car le système, tel qu'il est, « n'a pas économisé l'argent du contribuable [...]. Il a échoué à tous les tests d'efficacité économique et de mérite intellectuel, et maintenant il échoue au test le plus important de tous : celui qui permet aux universités de maintenir leurs personnels et leurs étudiants en sécurité », conclut Jo Grady.

Que valent la santé et la sécurité face à l'argent ? Cette question ne concerne pas uniquement l'ESR britannique.

L'interview de Jo Grady est ici :

<https://www.facebook.com/ucu.campaigns/videos/351779719377041>

Et l'article du *Guardian* ici :

https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/oct/24/the-government-must-support-students-stuck-in-covid-nightmare-at-universities?CMP=Share_AndroidApp_Other

Les clôtures empêchent-elles la propagation du virus ?

Le 5 novembre, UCU, sur Twitter, se dit « horrifié » : il y a de quoi ! Un article du *Guardian* du même jour nous apprend que l'Université de Manchester a installé... des clôtures autour des bâtiments où résident les étudiants, prétendument pour décourager des personnes extérieures à l'université de venir propager le virus sur le campus.

Des agents de sécurité ont été postés pour vérifier l'identité des étudiants, qui ont découvert ces mesures le matin même, sans en avoir été prévenus. Ils ne pouvaient sortir et entrer que par une toute petite ouverture de la clôture. Ils n'avaient pas accès à d'autres bâtiments que celui où ils résident, ni aux espaces verts alentour : « on se sent comme des prisonniers », dit Isabella, étudiante de première année, inquiète, surtout après le suicide récent d'un de ses condisciples, de l'absence de mesures de prise en charge de la santé mentale des étudiants. « Les mesures de sécurité qui s'intensifient créent une atmosphère de stress », confirme George, lui aussi en première année.

Les étudiants sont donc sortis de leurs bâtiments et, ni une ni deux, ont démolit les clôtures, sans attendre les « excuses » tardives de leur université. Leurs syndicats unissent leur voix à celle de UCU pour demander des cours en ligne et l'autorisation pour les étudiants de rentrer chez eux, après un test COVID négatif obligatoire. Telle était aussi la consigne donnée depuis un mois au gouvernement par un groupe scientifique indépendant, jamais entendu.

Gardera-t-on les étudiants enfermés pendant les vacances de Noël aussi ? Comment éviter la grande migration des étudiants (et de la COVID19) regagnant leur famille pour les fêtes ? Et comment prendre soin de leur santé physique et mentale qui se dégrade ? Si peu à peu les campus se vident, malgré l'interdiction de les quitter, peut-on blâmer ces jeunes en détresse, loin de chez eux, coupés de leur famille et de leurs proches, enfermés dans des résidences qui ressemblent plus à des prisons ? L'ombre de la COVID19 y rôde. Combien de dépressions ou de tentatives de suicide seront encore nécessaires pour obliger le gouvernement et les universités à trouver enfin une solution sérieuse à cet épineux problème ?

<https://www.theguardian.com/education/2020/nov/05/security-fence-manchester-university-student-flats>

